

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE

REQUÊTE

INTRODUCTIVE D'INSTANCE

enregistrée au Greffe de la Cour
le 9 décembre 2002
et inscrite au rôle général de la Cour
le 11 avril 2003

CERTAINES PROCÉDURES PÉNALES
ENGAGÉES EN FRANCE

(RÉPUBLIQUE DU CONGO c. FRANCE)

INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

APPLICATION

INSTITUTING PROCEEDINGS

filed in the Registry of the Court
on 9 December 2002
and entered in the Court's General List
on 11 April 2003

CERTAIN CRIMINAL PROCEEDINGS
IN FRANCE

(REPUBLIC OF THE CONGO v. FRANCE)

I. REQUÊTE INTRODUCTIVE D'INSTANCE

POUR : LA RÉPUBLIQUE DU CONGO,

qui désigne comme agent pour la présente procédure Son Excellence Monsieur Jacques Obia, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo auprès de l'Union européenne, de Sa Majesté le roi des Belges, de Sa Majesté la reine des Pays-Bas et de Son Altesse Royale le grand-duc de Luxembourg,

résidant 16, avenue Franklin-Roosevelt, 1050 Bruxelles

CONTRE : LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

I. MOYENS DE DROIT

1) Violation du principe selon lequel un Etat ne peut, au mépris du principe de l'égalité souveraine entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, proclamé par l'article 2, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies, exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat, en s'attribuant unilatéralement une compétence universelle en matière pénale et en s'arrogeant le pouvoir de faire poursuivre et juger le ministre de l'intérieur d'un Etat étranger à raison de prétendues infractions qu'il aurait commises à l'occasion de l'exercice de ses attributions relatives au maintien de l'ordre public dans son pays;

2) Violation de l'immunité pénale d'un chef d'Etat étranger — coutume internationale reconnue par la jurisprudence de la Cour.

II. NATURE DE LA DEMANDE

Il est demandé à la Cour de dire que la République française devra faire annuler les actes d'instruction et de poursuite accomplis par le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris, le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux et les juges d'instruction de ces tribunaux,

lesquels magistrats, au vu d'une plainte par laquelle des associations se qualifiant d'humanitaires dénonçaient à la justice française de prétendus crimes contre l'humanité et de prétendues tortures qui auraient été commis au Congo, par des Congolais et dont les victimes auraient été congolaises, laquelle plainte visait nommément S. Exc. Monsieur Denis Sassou Nguesso, président de la République du Congo, et S. Exc. Monsieur Pierre Oba, ministre de l'intérieur de la République du Congo, ainsi que d'autres personnes, dont le général Norbert Dabira, inspecteur général des forces armées congolaises, ont

— le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris : transmis la plainte au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux prétendument compétent territorialement, sans relever

I. APPLICATION INSTITUTING PROCEEDINGS

[Translation]

FOR: THE REPUBLIC OF THE CONGO,

which appoints as Agent for purposes of these proceedings His Excellency Mr. Jacques Obia, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of the Congo to the European Union, His Majesty the King of the Belgians, Her Majesty the Queen of the Netherlands and His Royal Highness the Grand-Duke of Luxembourg,

residing at 16, avenue Franklin-Roosevelt, 1050 Brussels

AGAINST: THE FRENCH REPUBLIC

I. LEGAL GROUNDS

(1) Violation of the principle that a State may not, in breach of the principle of sovereign equality among all Members of the United Nations, as laid down in Article 2, paragraph 1, of the Charter of the United Nations, exercise its authority on the territory of another State,

by unilaterally attributing to itself universal jurisdiction in criminal matters

and by arrogating to itself the power to prosecute and try the Minister of the Interior of a foreign State for crimes allegedly committed in connection with the exercise of his powers for the maintenance of public order in his country;

(2) Violation of the criminal immunity of a foreign Head of State — an international customary rule recognized by the jurisprudence of the Court.

II. NATURE OF THE CLAIM

The Court is requested to declare that the French Republic shall cause to be annulled the measures of investigation and prosecution taken by the *Procureur de la République* of the Paris *Tribunal de grande instance*, the *Procureur de la République* of the Meaux *Tribunal de grande instance* and the investigating judges of those courts,

which judicial officers, on the basis of a complaint whereby associations describing themselves as “humanitarian” reported to the French judiciary alleged crimes against humanity and instances of torture having been committed in the Congo, by Congolese, against victims said to be of Congolese nationality, which complaint named H.E. Mr. Denis Sassou Nguesso, President of the Republic of the Congo, and H.E. Mr. Pierre Oba, Minister of the Interior of the Republic of the Congo, together with other individuals, including General Norbert Dabira, Inspector-General of the Congolese Armed Forces:

— as to the *Procureur de la République* of the Paris *Tribunal de grande instance*: transmitted the complaint to the *Procureur de la République* of the Meaux *Tribunal de grande instance* purportedly having territorial juris-

l'incompétence internationale des juridictions françaises, ni la violation de l'immunité qui s'attachait aux fonctions du président de la République,

- le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux: ordonné une enquête préliminaire sur les faits dénoncés, puis requis l'ouverture d'une information contre X au mépris des mêmes principes de droit international,
- le juge d'instruction de ce tribunal: informé sur ce réquisitoire alors qu'il aurait dû se déclarer d'office incompétent internationalement et refuser d'informer à l'égard du président de la République du Congo et, qui plus est, décerné une commission rogatoire ordonnant aux officiers de police judiciaire délégués d'entendre comme témoin S. Exc. Monsieur le président Denis Sassou Nguesso.

III. EXPOSÉ DES FAITS

Le 5 décembre 2001, la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH), l'Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH) et la Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (la Ligue) déposaient entre les mains du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris une plainte pour crimes contre l'humanité et tortures prétendument commis au Congo sur des personnes de nationalité congolaise, visant notamment S. Exc. Monsieur Denis Sassou Nguesso, président de la République du Congo, S. Exc. le général Pierre Oba, ministre de l'intérieur, de la sécurité publique et de l'administration du territoire, le général Norbert Dabira, inspecteur général des forces armées congolaises, et le général Blaise Adoua, commandant la garde présidentielle.

Au lieu de relever d'office l'incompétence internationale des juridictions françaises, ni l'atteinte ainsi portée à l'immunité d'un chef d'Etat étranger, le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Paris transmettait le 7 décembre 2001 cette plainte au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux «qui (paraissait) compétent au regard des articles 689-1 et 693 du code de procédure pénale» (*sic*).

Le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux ordonnait une enquête préliminaire puis, sans s'interroger autrement sur la conformité de ses actes au droit international, décernait, le 23 janvier 2002, un réquisitoire à fin d'informer du chef des prétendus crimes dénoncés.

Le juge d'instruction, sans se poser non plus cette question, commençait à informer. Il entendait le général Norbert Dabira (que les officiers de police judiciaire avaient antérieurement placé en garde à vue) comme témoin assisté.

Il restait sourd à une lettre officielle du procureur de la République près le tribunal de grande instance de Brazzaville, en date du 9 septembre 2002, qui lui signalait qu'une information relative aux mêmes faits était suivie par le juge d'instruction de ce tribunal à la suite d'un réquisitoire introductif du 29 août 2000.

Enfin, alors que S. Exc. Monsieur Denis Sassou Nguesso était en visite d'Etat en France, il délivrait à des officiers de police judiciaire une commission rogatoire leur ordonnant de l'entendre comme témoin.

- diction, failing thereby to take account of the French courts' lack of international jurisdiction or of the violation of the immunity attaching to the office of President of the Republic,
- as to the *Procureur de la République* of the Meaux *Tribunal de grande instance*: ordered a preliminary enquiry into the acts complained of and then filed an application for the opening of a criminal investigation against X, in violation of the same principles of international law,
 - as to the investigating judge of that same tribunal: initiated an investigation on the basis of that application when he ought, *proprio motu*, to have declared himself to be without jurisdiction internationally, and to have refused to conduct an investigation against the President of the Republic of the Congo; and, moreover, issued a *commission rogatoire* (warrant) instructing police officers to take testimony from H.E. President Denis Sassou Nguesso.

III. STATEMENT OF THE FACTS

On 5 December 2001, the International Federation of Human Rights Leagues (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH)), the Congolese Observatory of Human Rights (Observatoire congolais des droits de l'homme (OCDH)) and the Ligue française pour la défense des droits de l'homme et du citoyen (the League) filed with the *Procureur de la République* of the Paris *Tribunal de grande instance* a complaint for crimes against humanity and torture allegedly committed in the Congo against individuals having Congolese nationality, expressly naming H.E. Mr. Denis Sassou Nguesso, President of the Republic of the Congo, H.E. General Pierre Oba, Minister of the Interior, Public Security and Territorial Administration, General Norbert Dabira, Inspector-General of the Congolese Armed Forces, and General Blaise Adoua, Commander of the Presidential Guard.

Instead of finding *proprio motu* that the French courts lacked international jurisdiction and that the immunity of a foreign Head of State had accordingly been violated, the *Procureur de la République* of the Paris *Tribunal de grande instance* on 7 December 2001 transmitted that complaint to the *Procureur de la République* of the Meaux *Tribunal de grande instance*, "which (appeared) to have jurisdiction under Articles 689-1 and 693 of the Code of Criminal Procedure" (*sic*).

The *Procureur de la République* of the Meaux *Tribunal de grande instance* ordered a preliminary enquiry and then on 23 January 2002, without further considering the compliance of his actions with international law, issued an application for a judicial investigation of the alleged offences.

Likewise failing to consider this issue, the investigating judge initiated an investigation. He took testimony from General Norbert Dabira (who had previously been taken into custody by police officers) as a *témoin assisté* (legally represented witness).

He ignored an official letter from the *Procureur de la République* of the Brazzaville *Tribunal de grande instance*, dated 9 September 2002, which informed him that a judicial investigation concerning the same acts was being conducted by the investigating judge of that court further to a *réquisitoire* (prosecutor's application for a judicial investigation) dated 29 August 2000.

Finally, when H.E. Mr. Denis Sassou Nguesso was on a State visit to France, the investigating judge issued a *commission rogatoire* (warrant) to police officers instructing them to take testimony from him.

IV. EXPOSÉ DES MOYENS SUR LESQUELS REPOSE LA DEMANDE

A. *En ce qui concerne la violation du principe selon lequel un Etat ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat et du principe de l'égalité souveraine entre tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies, proclamé par l'article 2, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies, en s'attribuant unilatéralement une compétence universelle en matière pénale et en s'arrogeant le pouvoir de faire poursuivre et juger le ministre de l'intérieur d'un Etat étranger à raison de prétendues infractions qu'il aurait commises à l'occasion de l'exercice de ses attributions relatives au maintien de l'ordre public dans son pays*

1. Les juridictions pénales françaises sont incompétentes, en vertu du droit international, pour connaître de prétendus crimes contre l'humanité qui, ainsi qu'il est allégué en l'espèce par le ministère public à la suite des associations plaignantes, auraient été commis à l'étranger, par des étrangers et dont les victimes auraient été étrangères.

L'opinion individuelle que Monsieur le président de la Cour a exprimée à la suite de l'arrêt rendu par la Cour le 14 février 2002 (rôle général n° 121, *Affaire relative au mandat d'arrêt du 11 avril 2000 (République démocratique du Congo c. Belgique)*), quant à un moyen d'incompétence des juridictions belges que la République démocratique du Congo avait cru devoir abandonner, démontre de manière péremptoire qu'il n'existe aucune règle coutumière de droit international selon laquelle tous les crimes de droit international pourraient relever de la compétence des juridictions nationales en vertu du principe de la compétence universelle. Les seuls cas de compétence universelle qui existent résultent d'instruments internationaux spécifiques, dont aucun ne concerne d'une manière générale les crimes contre l'humanité.

Monsieur le président Gilbert Guillaume montre que les juridictions nationales restent incompétentes en pareil cas même si une loi de l'Etat en cause prétend établir de son propre chef la compétence universelle (comme c'était le cas de la loi belge). A plus forte raison l'incompétence est-elle certaine en l'absence d'une loi semblable (comme c'est le cas de la République française).

Cette incompétence découle du principe selon lequel un Etat ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat. Ce principe se lit dans l'arrêt rendu par la Cour permanente de Justice internationale (C.P.J.I.), dans l'affaire du *Lotus* (7 septembre 1927, *documents de la Cour, série A, Recueil des arrêts et ordonnances, 1927*). La Cour a alors reconnu que la territorialité est un principe du droit international (tout en jugeant que ce principe n'est pas absolu, en ce sens qu'il ne peut empêcher un Etat de connaître pénalement de faits qui ont été accomplis en dehors de son territoire s'ils ont produit des conséquences sur celui-ci, comme, dans l'espèce considérée, à bord d'un navire battant pavillon turc).

Cette règle jurisprudentielle est corroborée aujourd'hui par l'article 2, paragraphe 1, de la Charte des Nations Unies, aux termes duquel: «L'Organisation est fondée sur le principe de l'égalité souveraine de tous ses Membres.»

2. Il est vrai que les plaintes sur lesquelles le ministère public a requis d'informer dénoncent, outre des crimes contre l'humanité, de prétendues tortures, pour lesquelles l'article 689-2 du code de procédure pénale français admet la compétence universelle des juridictions françaises si le prétendu coupable se trouve en France.

Mais cet article ne saurait être invoqué en l'espèce, pour deux sortes de raisons dont chacune se suffit à elle-même.

IV. STATEMENT OF GROUNDS ON WHICH THE CLAIM IS BASED

- A. *Concerning the violation of the principle that a State may not exercise its authority on the territory of another State and of the principle of sovereign equality among all Members of the United Nations, as laid down in Article 2, paragraph 1, of the Charter of the United Nations, by unilaterally attributing to itself universal jurisdiction in criminal matters and by arrogating to itself the power to prosecute and try the Minister of the Interior of a foreign State for crimes allegedly committed by him in connection with the exercise of his powers for the maintenance of public order in his country*

1. Under international law, French criminal courts lack jurisdiction to address alleged crimes against humanity which, according to the proceedings instituted in the present case by the *Ministère public* pursuant to the complaints filed by certain associations, are stated to have been committed abroad, by foreigners, against foreigners.

The separate opinion of the President of the Court appended to the Judgment rendered by the Court on 14 February 2002 (General List No. 121, *Arrest Warrant of 11 April 2000 (Democratic Republic of the Congo v. Belgium)*), concerning an objection to the jurisdiction of Belgian courts which the Democratic Republic of the Congo had considered that it should not pursue, establishes in peremptory terms that there is no rule of customary international law enabling offences under international law to be brought within the jurisdiction of national courts by virtue of the principle of universal jurisdiction. The only existing instances of universal jurisdiction stem from specific international instruments, of which none relate generally to crimes against humanity.

The President of the Court, Judge Gilbert Guillaume, showed that domestic courts cannot have jurisdiction in such cases even if legislation of the State in question purports in its own right to establish universal jurisdiction (as was the case for the Belgian statute). Such lack of jurisdiction applies *a fortiori* in the absence of any domestic legislation to such effect (as is the case in France).

This lack of jurisdiction stems from the principle that a State may not exercise its authority on the territory of another State. This principle is enshrined in the Judgment of the Permanent Court of International Justice (P.C.I.J.) in the "*Lotus*" case (7 September 1927, *Judgment No. 9, 1927, P.C.I.J., Series A, No. 10*, p. 19). The Court recognized at that time that territoriality is a principle of international law (while ruling that this is not an absolute principle in so far as it cannot prevent a State from prosecuting offences committed outside its territory if they had consequences on that territory, such as, in that case, on board a ship flying the Turkish flag).

This rule of jurisprudence is now confirmed by *Article 2, paragraph 1, of the Charter of the United Nations*, which states: "The Organization is based on the principle of the sovereign equality of all its Members."

2. It is true that the complaints which the prosecutor has referred for investigation concern, in addition to crimes against humanity, alleged acts of torture, in respect of which *Article 689-2 of the French Code of Criminal Procedure* provides for the universal jurisdiction of French courts if the alleged perpetrator is present in France.

However, that Article cannot be relied upon in the present case for two sets of reasons, each being sufficient in itself.

D'une part, l'article 689-1 du code de procédure pénale français dispose :

« en application des conventions internationales visées aux articles suivants [dont l'article 689-2, qui vise la convention de New York du 10 décembre 1984 contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants], peut être poursuivie et jugée par les juridictions françaises, si elle se trouve en France, toute personne qui s'est rendue coupable hors du territoire de la République de l'une des infractions énumérées par ces articles... ».

Il s'agit donc ici d'un chef de compétence exceptionnel, qui, dérogeant au principe de la souveraineté territoriale en matière pénale, ne tire sa conformité au droit international que du traité qui le prévoit. Par suite, il ne peut être opposé qu'aux Etats parties à ce traité pour des faits commis sur le territoire de l'un d'eux, ainsi qu'à leurs ressortissants. Il est pour les autres Etats *res inter alios acta*. Or, le Congo n'est pas partie à la convention de New York du 10 décembre 1984. Il est, dès lors, impossible d'opposer à cet Etat la règle de compétence écrite à l'article 689-2 du code de procédure pénale français.

D'autre part, même si la convention en cause liait le Congo, les conditions de la compétence française ne seraient pas réunies. En effet, l'article 5, paragraphe 2, de la convention précitée dispose que

« tout Etat partie prend également les mesures nécessaires pour établir sa compétence aux fins de connaître desdites infractions [les actes de torture au sens de l'article 1^{er}] dans le cas où l'auteur présumé de celles-ci se trouve sur tout territoire sous sa juridiction et où ledit Etat ne l'extrade pas, conformément à l'article 8, vers l'un des Etats visés au paragraphe 1 du présent article [c'est-à-dire l'Etat sur le territoire duquel les faits auraient été commis, celui dont l'auteur présumé est ressortissant et celui dont la victime est un ressortissant] ».

Cette disposition implique le caractère subsidiaire de la compétence qu'elle prévoit par rapport à celles des Etats mentionnés au paragraphe 1, et, au premier chef, de celle de l'Etat territorialement souverain. Il s'en déduit que, si l'un de ces Etats a engagé une procédure à raison des faits litigieux, l'Etat visé au paragraphe 2 est incompetent, quand bien même l'auteur présumé se trouverait sur son territoire et n'aurait pas fait l'objet d'une demande d'extradition. Or, tel est le cas en l'espèce puisque, comme le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Brazzaville l'a fait connaître au procureur de la République près le tribunal de grande instance de Meaux dans sa lettre précitée du 9 septembre 2002, une procédure a été engagée au Congo à raison des mêmes faits.

3. Le principe précité selon lequel un Etat ne peut exercer son pouvoir sur le territoire d'un autre Etat emporte, en l'espèce, une autre conséquence. Parmi les personnes auxquelles les parties civiles et le ministère public imputent les faits dénoncés se trouve, comme on l'a vu, S. Exc. le général Pierre Oba, ministre de l'intérieur de la République du Congo.

Il aurait commis les faits qui lui sont imputés à l'occasion de l'exercice de ses fonctions de maintien de l'ordre public. Un Etat étranger qui prétend connaître de tels faits s'immisce par là même dans l'exercice par le ministre en cause de la souveraineté de son pays en ce qu'elle a d'essentiel.

Cette considération invite à reconnaître au ministre de l'intérieur, pour les faits qui ressortissent à l'exercice de ses fonctions de maintien de l'ordre public,

First, *Article 689-1 of the French Code of Criminal Procedure* provides:

“pursuant to the international conventions referred to in the following *Articles* [including *Article 689-2* referring to the Convention against Torture and Other Cruel, Inhuman or Degrading Punishments or Treatment, adopted in New York on 10 December 1984], any person who has committed, outside the territory of the Republic, any of the offences enumerated in these *Articles*, may be prosecuted and tried by the French courts if that person is present in France . . .”.

This, then, is clearly an exceptional head of jurisdiction, which derogates from the principle of territorial sovereignty in criminal matters and derives its compliance with international law solely from the relevant Convention. It can therefore only be opposed to States parties to that Convention, in respect of offences committed on the territory of one of those States or against their own nationals. For third States it is *res inter alios acta*. But the Congo is not a signatory to the New York Convention of 1984 and the jurisdictional provision contained in *Article 689-2* of the French Code of Criminal Procedure cannot therefore be opposed to that State.

Secondly, even if the Convention in question was binding on the Congo, the conditions for French jurisdiction would not be met. *Article 5, paragraph 2*, of the above-mentioned Convention provides:

“Each State Party shall likewise take such measures as may be necessary to establish its jurisdiction over such offences [acts of torture within the meaning of *Article 1*] in cases where the alleged offender is present in any territory under its jurisdiction and it does not extradite him pursuant to *article 8* to any of the States mentioned in *paragraph 1* of this article [that is to say, the State in which the offence was allegedly committed and that of which the alleged offender or the victim is a national].”

That provision implies that the jurisdiction in question is subsidiary to that of the States mentioned in *paragraph 1* and, above all, to that of the State which has territorial sovereignty. It follows that, if one of those States has commenced proceedings in respect of the alleged offences, the State provided for in *paragraph 2* will lack jurisdiction, even if the alleged offender is present on its territory and it has not received a request for his extradition. This is the situation in the present case because, as the *Procureur de la République* of the Brazzaville *Tribunal de grande instance* informed the *Procureur de la République* of the Meaux *Tribunal de grande instance*, in his above-mentioned letter of 9 September 2002, prosecution has been commenced for the same offences in the Congo.

3. The above-mentioned principle that a State may not exercise its authority on the territory of another State has a further consequence in the present case. The alleged offenders, according to the claimants and the prosecutor, include, as stated above, H.E. General Pierre Oba, Minister of the Interior of the Republic of the Congo.

He is alleged to have committed the offences in question in connection with the exercise of his duties of maintaining public order. A foreign State which purports to have jurisdiction over such offences is thereby interfering in the exercise by the Minister of his country's sovereignty over fundamental matters.

It follows from this that a Minister of the Interior, in regard to acts committed in connection with the exercise of his duties of maintaining public order,

une immunité de la nature de celle dont bénéficie, pour d'autres raisons, le ministre des affaires étrangères, ainsi qu'il va être rappelé à présent.

B. En ce qui concerne la violation de l'immunité d'un chef d'Etat étranger, reconnue par la jurisprudence de la Cour

Le droit international est violé en ce que les procureurs de la République saisis de la plainte susvisée ont omis de relever immédiatement l'irrecevabilité en vertu du principe de l'immunité absolue de juridiction pénale qui protège les chefs d'Etat étrangers de l'action publique devant les juridictions françaises, et en ce que le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Meaux a omis de refuser d'informer à l'égard du président de la République et, pis encore, a ordonné son audition comme témoin.

1. En effet, le principe de l'immunité pénale des chefs d'Etat est consacré par une coutume internationale, que reconnaît la jurisprudence de la Cour.

L'arrêt précité du 14 février 2002 (*République démocratique du Congo c. Belgique*) énonce, en allant au-delà de la question limitée, qu'elle avait à résoudre, de l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité d'un ministre des affaires étrangères en exercice :

«La Cour observera tout d'abord qu'il est clairement établi en droit international que, de même que les agents diplomatiques et consulaires, certaines personnes occupant un rang élevé dans l'Etat, telles que *le chef de l'Etat*, le chef du gouvernement ou le ministre des affaires étrangères, jouissent dans les autres Etats d'immunités de juridiction, tant civiles que pénales...» (Par. 51.)

Pour mieux démontrer l'immunité du ministre des affaires étrangères, la Cour invoque, d'ailleurs, un caractère commun à sa fonction et à celles d'un chef d'Etat ou d'un chef de gouvernement :

«La Cour fait en outre observer qu'un ministre des affaires étrangères, responsable de la conduite des relations de son Etat avec tous les autres Etats, occupe une position qui fait qu'à *l'instar du chef de l'Etat* et du chef du gouvernement il se voit reconnaître par le droit international la qualité de représenter son Etat du seul fait de l'exercice de sa fonction.» (Par. 53.)

Puis elle en arrive à une conclusion qui, eu égard à ce dernier motif, vaut également pour les chefs d'Etat :

«La Cour en conclut que les fonctions d'un ministre des affaires étrangères sont telles que, pour toute la durée de sa charge, il bénéficie d'une immunité de juridiction pénale et d'une inviolabilité totales à l'étranger. Cette immunité et cette inviolabilité protègent l'intéressé contre tout acte d'autorité de la part d'un autre Etat qui ferait obstacle à l'exercice de ses fonctions.» (Par. 54.)

Il convient d'ajouter que la Cour a considéré le principe de l'immunité pénale des chefs d'Etat comme allant de soi. La question qui était débattue devant elle était celle de savoir si, dans le cas d'un ministre des affaires étrangères en exercice, ce principe recevait exception, en dehors de toutes stipulations des traités, en matière d'infractions graves au droit humanitaire international (crimes contre l'humanité, crimes de guerre).

Or, l'arrêt du 14 février 2002 écarte sur ce point l'argumentation du Royaume de Belgique qui, sur la base d'une leçon, au demeurant manifestement erronée, de décisions de hautes juridictions nationales (Chambre des lords, Cour de cas-

should enjoy an immunity similar to that accorded, for other reasons, to Ministers for Foreign Affairs, as will be recalled in the following paragraphs.

B. Concerning the violation of the immunity of a foreign Head of State, as recognized by the jurisprudence of the Court

International law has been violated in that the *procureurs de la République* seised of the above-mentioned complaint failed to find at the outset that it was inadmissible by virtue of the principle of absolute immunity from criminal jurisdiction which protects foreign Heads of State from criminal proceedings before French courts, and in that the investigating judge of the Meaux *Tribunal de grande instance* failed to refuse to commence judicial proceedings against the President of the Republic and even went so far as to order his examination as witness.

1. The principle of criminal immunity of Heads of State is enshrined in international custom, which is recognized by the jurisprudence of the Court.

In the above-mentioned Judgment of 14 February 2002 (*Democratic Republic of the Congo v. Belgium*), the Court, going beyond the specific issue before it, namely the immunity from criminal jurisdiction and inviolability of an incumbent Minister for Foreign Affairs, stated:

“The Court would observe at the outset that in international law it is firmly established that, as also diplomatic and consular agents, certain holders of high-ranking office in a State, such as the *Head of State*, Head of Government and Minister for Foreign Affairs, enjoy immunities from jurisdiction in other States, both civil and criminal . . .” (Para. 51.)

In establishing the immunity of a Minister for Foreign Affairs, the Court moreover considered that this office was comparable in such matters to those of a Head of State or a Head of Government:

“The Court further observes that a Minister for Foreign Affairs, responsible for the conduct of his or her State’s relations with all other States, occupies a position such that, *like the Head of State* or the Head of Government, he or she is recognized under international law as representative of the State solely by virtue of his or her office.” (Para. 53.)

The Court then arrived at a conclusion which, in view of the preceding statement, must also be valid for Heads of State:

“The Court accordingly concludes that the functions of a Minister for Foreign Affairs are such that, throughout the duration of his or her office, he or she when abroad enjoys full immunity from criminal jurisdiction and inviolability. That immunity and that inviolability protect the individual concerned against any act of authority of another State which would hinder him or her in the performance of his or her duties.” (Para. 54.)

It should be added that the Court accepted as self-evident the principle that Heads of State enjoy criminal immunity. The issue before it was to establish whether, in the case of an incumbent Minister for Foreign Affairs, there could be any exception to that principle, apart from any treaty provisions, in the case of serious violations of international humanitarian law (crimes against humanity, war crimes).

On this point, the 14 February 2002 Judgment rejects the arguments of the Kingdom of Belgium which, on the basis of a clearly erroneous argument derived from decisions of high national courts (House of Lords, French Court

sation française), soutenait que l'immunité des chefs d'Etat étrangers, et à plus forte raison des ministres des affaires étrangères, recevait exception en matière de tels crimes.

La Cour déclare qu'après

«[avoir] examiné avec soin la pratique des Etats, y compris les législations nationales et les quelques décisions rendues par de hautes juridictions nationales, telle la Chambre des lords ou la Cour de cassation française, elle n'est pas parvenue à déduire de cette pratique l'existence, en droit international coutumier, d'une exception quelconque à la règle consacrant l'immunité de juridiction pénale et l'inviolabilité des ministres des affaires étrangères en exercice, lorsqu'ils sont soupçonnés d'avoir commis des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité».

Elle ajoute qu'elle a

«par ailleurs examiné les règles afférentes à l'immunité ou à la responsabilité pénale des personnes possédant une qualité officielle contenues dans les instruments juridiques créant des juridictions pénales internationales et applicables spécifiquement à celles-ci (voir statut du Tribunal militaire international de Nuremberg, art. 7; statut du Tribunal militaire international de Tokyo, art. 6; statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, art. 7, par. 2; statut du Tribunal pénal international pour le Rwanda, art. 6, par. 2; statut de la Cour pénale internationale, art. 27)»

et qu'elle

«a constaté que ces règles ne lui permettaient pas davantage de conclure à l'existence, en droit international coutumier, d'une telle exception en ce qui concerne les juridictions nationales» (par. 58).

Il résulte donc de cet arrêt que l'immunité pénale d'un chef d'Etat étranger est absolue à l'égard de tous les autres Etats, quand bien même seraient allégués contre lui des crimes contre l'humanité.

Au demeurant, la jurisprudence de la Cour de cassation française s'accorde à celle de la Cour sur l'existence et la portée de la coutume internationale qui consacre l'immunité pénale des chefs d'Etat étrangers.

Sa *Chambre criminelle* a rendu le 13 mars 2001 (B, n° 64, p. 218) un arrêt dans lequel elle déclare:

«Vu les principes généraux du droit international:

Attendu que la coutume internationale s'oppose à ce que les chefs d'Etat en exercice puissent, en l'absence de dispositions internationales contraires s'imposant aux parties concernées, faire l'objet de poursuites devant les juridictions pénales d'un Etat étranger.»

Cet arrêt censure l'arrêt d'une chambre d'accusation qui, pour confirmer l'ordonnance d'un juge d'instruction disant y avoir lieu à informer contre le chef de l'Etat libyen, nonobstant des réquisitions contraires du ministère public, avait retenu que,

«si l'immunité des chefs d'Etat étrangers a toujours été admise par la société internationale, y compris la France, aucune immunité ne saurait couvrir les faits de complicité de destruction d'un bien par l'effet d'une substance explosive ayant entraîné la mort d'autrui, en relation avec une entreprise terroriste».

of Cassation), had contended that an exception to the immunity rule for foreign Heads of State, and *a fortiori* Ministers for Foreign Affairs, applied in the case of such crimes.

The Court states that it

“has carefully examined State practice, including national legislation and those few decisions of national higher courts, such as the House of Lords or the French Court of Cassation. It has been unable to deduce from this practice that there exists under customary international law any form of exception to the rule according immunity from criminal jurisdiction and inviolability to incumbent Ministers for Foreign Affairs, where they are suspected of having committed war crimes or crimes against humanity.”

And further states that it has

“also examined the rules concerning the immunity or criminal responsibility of persons having an official capacity contained in the legal instruments creating international criminal tribunals, and which are specifically applicable to the latter (see Charter of the International Military Tribunal of Nuremberg, Art. 7; Charter of the International Military Tribunal of Tokyo, Art. 6; Statute of the International Criminal Tribunal for the former Yugoslavia, Art. 7, para. 2; Statute of the International Criminal Tribunal for Rwanda, Art. 6, para. 2; Statute of the International Criminal Court, Art. 27)”

and that it

“finds that these rules likewise do not enable it to conclude that any such an exception exists in customary international law in regard to national courts” (para. 58).

It accordingly follows from that Judgment that the criminal immunity of a foreign Head of State is absolute in relation to all other States, even where he is accused of crimes against humanity.

Moreover, the jurisprudence of the French Court of Cassation accords with that of the Court in regard to the existence and scope of the rule of international customary law which provides for the criminal immunity of foreign Heads of State.

On 13 March 2001 its *Criminal Chamber* rendered a judgment (B, No. 64, p. 218), in which it stated:

“Having regard to the general principles of international law:

Whereas international custom prohibits the prosecution of incumbent Heads of State, in the absence of any contrary international provision binding on the parties, before the criminal courts of a foreign State.”

That judgment quashed the judgment of an Indictments Chamber, which, in confirming the order of an investigating judge that there were grounds to initiate an investigation against the Head of the Libyan State, notwithstanding the contrary submissions of the *Ministère public*, had held that,

“whilst immunity for foreign Heads of State has always been recognized by the international community, including France, no immunity can cover the offences of aiding and abetting the destruction of property caused by an explosive substance involving the death of a third party, in connection with a terrorist undertaking”.

La Cour de cassation énonce

«qu'en prononçant ainsi, alors qu'en l'état du droit international le crime dénoncé, quelle qu'en soit la gravité, ne relève pas des exceptions au principe de l'immunité de juridiction des chefs d'Etat étrangers en exercice, la chambre d'accusation a méconnu le principe»

de droit international qu'elle vise.

Les «exceptions au principe de l'immunité de juridiction des chefs d'Etat étrangers en exercice» dont l'arrêt du 13 mars 2001 fait mention sont, à l'évidence, celles que prévoient spécifiquement des conventions internationales. C'est par une leçon divinatoire, constitutive d'une véritable dénaturation de cet arrêt, que le Royaume de Belgique avait cru pouvoir prétendre, dans l'affaire qui a donné lieu à l'arrêt précité de la Cour, que ces exceptions englobaient les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité, argument dont la Cour a fait justice.

2. Il y a eu, en l'espèce, violation de l'immunité du président de la République du Congo, bien que S. Exc. Monsieur Denis Sassou Nguesso n'ait été ni visé nommément par les réquisitoires susmentionnés, ni mis en examen, ni convoqué comme témoin assisté.

En effet, si la Cour de cassation française dit que l'immunité d'un chef d'Etat en exercice s'oppose à ce qu'il «puisse faire l'objet de poursuites devant les juridictions pénales d'un Etat étranger», cette formule ne doit pas s'interpréter de manière restrictive, comme ne visant que des actes de mise en mouvement de l'action publique contre un tel chef d'Etat. Elle s'applique à tout acte de poursuite ou d'instruction le mettant en cause, ce qu'exprime la Cour internationale de Justice en employant l'expression d'«inviolabilité totale» et en précisant que l'intéressé est protégé «contre tout acte d'autorité de la part d'un autre Etat qui ferait obstacle à l'exercice de ses fonctions».

L'immunité interdit donc à toute juridiction pénale française de convoquer comme témoin un chef d'Etat étranger, car, dans la procédure pénale française, une telle convocation est assortie d'une mesure de contrainte, puisque l'article 109 du code de procédure pénale dispose que, «si le témoin ne comparait pas ou refuse de comparaître, le juge d'instruction peut, sur les réquisitions du procureur de la République, l'y contraindre par la force publique», et que l'inexécution de l'obligation de comparaître est punie par l'article 434-15-1 du code pénal de 3750 euros d'amende, peine correctionnelle.

C'est la raison pour laquelle l'Assemblée plénière de la Cour de cassation française a, par un arrêt solennel du 10 octobre 2001 (B, n° 206, p. 660), décidé qu'un juge d'instruction ne pouvait convoquer comme témoin le président de la République française, en raison de l'immunité qui s'attache aux hautes fonctions de celui-ci :

«Attendu que, rapproché de l'article 3 et du titre II de la Constitution, l'article 68 doit être interprété en ce sens qu'étant élu directement par le peuple pour assurer, notamment, le fonctionnement régulier des pouvoirs publics ainsi que la continuité de l'Etat, le président de la République ne peut, pendant la durée de son mandat, être entendu comme témoin assisté, ni être mis en examen, cité ou renvoyé pour une infraction quelconque devant une juridiction pénale de droit commun; qu'il n'est pas davantage soumis à l'obligation de comparaître en tant que témoin prévue par l'article 101 du code de procédure pénale, dès lors que cette obligation est assortie par l'article 109 dudit code d'une mesure de contrainte par la force

The Court of Cassation stated that,

“in so ruling, notwithstanding that under international law the offence alleged, regardless of its gravity, does not come within the exceptions to the principle of immunity from jurisdiction for incumbent foreign Heads of State, the Indictments Chamber misconstrued the principle”

of international law cited by it.

The “exceptions to the principle of immunity from jurisdiction for incumbent foreign Heads of State” referred to in the judgment of 13 March 2001 are, clearly, those specifically provided for by international conventions. It was through a process of alchemy, an outright distortion of the terms of that judgment, that the Kingdom of Belgium believed itself entitled to claim, in the case which gave rise to the International Court’s Judgment cited above, that such exceptions included war crimes and crimes against humanity, a claim which that Court duly dismissed.

2. In the present case the immunity of the President of the Republic of the Congo has been violated, even though His Excellency Mr. Denis Sassou Nguesso was neither expressly named in the aforementioned application, nor *mis en examen* (placed under judicial examination), nor called as a *témoin assisté* (legally represented witness).

Thus the statement by the French Court of Cassation that the immunity of an incumbent Head of State precludes him from “being prosecuted before the criminal courts of a foreign State” must not be interpreted in a restrictive manner, as referring only to acts initiating public proceedings against such a Head of State. It applies to any act of prosecution or investigation affecting him, as the International Court of Justice made clear when it used the expression “total inviolability”, stating further that the individual concerned is protected “against any act of authority of another State which would hinder him or her in the performance of his or her duties”.

Immunity thus prohibits any organ of French criminal jurisdiction from summoning as a witness a foreign Head of State, for, under French penal procedure, a measure of coercion attaches to such a summons, since *Article 109 of the Code of Criminal Procedure* provides that, “if the witness does not appear or refuses to appear, the investigating judge may, at the request of the *procureur de la République*, constrain him to do so by force”, and that failure to comply with the obligation to appear is punishable under *Article 434-15-1 of the Criminal Code* by payment of a criminal penalty of 3,750 euros.

It was on this ground that the *Plenary Assembly of the French Court of Cassation* decided, by a formal judgment of 10 October 2001 (B, No. 206, p. 660), that an investigating judge could not summon as a witness the President of the French Republic, because of the immunity attaching to his high office:

“Whereas, read in conjunction with Article 3 and Title II of the Constitution, Article 68 must be interpreted as meaning that, having been directly elected by the people in order, *inter alia*, to ensure the proper functioning of the public administration as well as the continuity of the State, the President of the Republic cannot, during his term of office, be heard as a *témoin assisté* (legally represented witness), or be *mis en examen* (placed under judicial examination), summoned to appear or committed for trial for any offence before any organ of ordinary criminal jurisdiction; whereas neither can he be obliged to appear as a witness pursuant to Article 101 of the Code of Criminal Procedure, since, under Article 109 of the said Code,

publique et qu'elle est pénalement sanctionnée.»

Or, ce qui vaut, selon cet arrêt, pour le président de la République française vaut, par une analogie invincible, pour les chefs d'Etat étrangers.

V. COMPÉTENCE DE LA COUR ET RECEVABILITÉ DE LA PRÉSENTE REQUÊTE

La République du Congo et la République française sont parties de plein droit au statut de la Cour en leur qualité d'Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies.

La France figure parmi les douze Etats qui avaient accepté la juridiction obligatoire de la Cour et qui ont cessé de l'accepter.

En conséquence, la République du Congo entend fonder la compétence de la Cour, en application de l'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour, sur le consentement que ne manquera pas de donner la République française.

La République du Congo rappelle à cet égard que le *Traité de coopération entre la République française et la République populaire du Congo* signé à Brazzaville le 1^{er} janvier 1974, publié en exécution du décret n° 82-140 du 3 février 1982 au *Journal officiel de la République française* le 10 février 1982 (p. 514), stipule, dans son article 2 :

«Dans le respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'autre, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à régler ses différends avec l'autre par des voies pacifiques, conformément à la Charte des Nations Unies.»

La question que la Cour est appelée à trancher est incontestablement de nature juridique et non politique.

Quant à l'existence d'un différend sur cette question, elle est établie par le fait que les autorités politiques françaises, bien que conscientes de la contrariété au droit international de la procédure suivie dans cette affaire, ne se sont pas estimées en mesure d'intervenir utilement pour mettre fin à celle-ci.

La République du Congo se réserve de développer plus avant les moyens de sa requête dans un mémoire ampliatif qu'elle déposera ultérieurement.

DEMANDE D'INDICATION D'UNE MESURE CONSERVATOIRE

La République du Congo assortit sa requête d'une demande de mesure conservatoire, en application de l'article 41, paragraphe 1, du Statut de la Cour.

Cette demande tend à faire ordonner la suspension immédiate de la procédure suivie par le juge d'instruction du tribunal de grande instance de Meaux.

Les deux conditions essentielles au prononcé d'une mesure conservatoire, suivant la jurisprudence de la Cour, à savoir l'urgence et l'existence d'un préjudice irréparable, sont manifestement réunies en l'espèce.

En effet, l'information en cause trouble les relations internationales de la République du Congo par la publicité que reçoivent, au mépris des dispositions de la loi française sur le secret de l'instruction, les actes accomplis par le magis-

there attaches to that obligation a measure of publicly enforceable constraint and it is sanctioned by a criminal penalty.”

What holds good under that judgment for the President of the French Republic must inevitably apply also by analogy to foreign Heads of State.

V. JURISDICTION OF THE COURT AND ADMISSIBILITY OF THE PRESENT APPLICATION

The Republic of the Congo and the French Republic are *ipso facto* parties to the Statute of the Court by virtue of their status as Member States of the United Nations.

France is one of the 12 States which had previously accepted the Court’s compulsory jurisdiction and have ceased to do so.

The Republic of the Congo accordingly seeks to found the Court’s jurisdiction, pursuant to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court, on the consent of the French Republic, which will certainly be given.

In this regard the Republic of the Congo recalls that the *Treaty of Co-operation between the French Republic and the People’s Republic of the Congo*, signed at Brazzaville on 1 January 1974 and published pursuant to *Decree No. 82-140 of 3 February 1982* in the *Official Journal of the French Republic of 10 February 1982* (p. 514), provides in *Article 2*:

“In respect for their mutual sovereignty, independence and territorial integrity, each of the High Contracting Parties undertakes to settle its disputes with the other by peaceful means, in accordance with the Charter of the United Nations.”

The question which the Court is called upon to settle is undoubtedly of a legal rather than a political nature.

As to the existence of a dispute on the question at issue, it is clear that this is so, given that the French political authorities, although aware that the procedure followed in this case is contrary to international law, have considered themselves unable to intervene effectively to bring it to an end.

The Republic of the Congo reserves the right to develop further the grounds of its Application in a Memorial providing further particulars, to be filed by it at a later date.

REQUEST FOR THE INDICATION OF A PROVISIONAL MEASURE

The Republic of the Congo appends to its Application a request for the indication of a provisional measure, pursuant to *Article 41, paragraph 1*, of the *Statute of the Court*.

That request seeks an order for the immediate suspension of the proceedings being conducted by the investigating judge of the Meaux *Tribunal de grande instance*.

The two essential preconditions for the indication of a provisional measure, according to the Court’s jurisprudence, namely urgency and irreparable harm, are manifestly satisfied in the present case.

The proceedings in question are perturbing the international relations of the Republic of the Congo as a result of the publicity accorded, in flagrant breach of French law governing the secrecy of criminal investigations, to the actions of

trat instructeur, lesquels portent atteinte à l'honneur et à la considération du chef de l'Etat, du ministre de l'intérieur et de l'inspecteur général de l'armée et, par là, au crédit international du Congo. De plus, elle altère les relations traditionnelles d'amitié franco-congolaise. Si cette procédure délétère devait se poursuivre, le dommage deviendrait irréparable.

DÉSIGNATION D'UN JUGE *AD HOC*

La République du Congo désigne en qualité de juge *ad hoc*:

M. Jean-Yves de Cara, agrégé des facultés de droit (droit public), professeur de droit international public à l'Université Jean Moulin (Lyon III), membre du cabinet Littleton, Chambers, Temple, Londres, demeurant 66, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon.

La Haye, le 9 décembre 2002.

(*Signé*) Jacques OBIA.

the investigating judge, which impugn the honour and reputation of the Head of State, of the Minister of the Interior and of the Inspector-General of the Armed Forces and, in consequence, the international standing of the Congo. Furthermore, those proceedings are damaging to the traditional links of Franco-Congolese friendship. If these injurious proceedings were to continue, that damage would become irreparable.

CHOICE OF A JUDGE *AD HOC*

The Republic of the Congo chooses as judge *ad hoc*:

Mr. Jean-Yves de Cara, agrégé of the Law Faculty (Public Law), Professor of Public International Law, Université Jean Moulin (Lyon III), member of Littleton Chambers, Temple, London; resident at 66, rue de la Part-Dieu, 69003 Lyon.

The Hague, 9 December 2002.

(Signed) Jacques OBIA.

II. PLEINS POUVOIRS

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU CONGO

PLEINS POUVOIRS

Au nom de la République du Congo,

Nous, Denis Sassou Nguesso, président de la République, donnons par les présentes pleins pouvoirs à Monsieur Jacques Obia, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo en Belgique,

A l'effet de déposer, auprès de la Cour internationale de Justice, la requête de la République du Congo contre la République française dans l'affaire qui les oppose sur la compétence des juridictions de l'un ou de l'autre Etat à propos d'une affaire pendante devant les juridictions de Brazzaville, premières saisies, et devant le tribunal de grande instance de Meaux, saisi en second lieu.

Promettons d'accomplir et d'exécuter tout ce qu'il aura signé et stipulé en notre nom sans permettre qu'il y soit contrevenu de quelque manière que ce soit.

En foi de quoi, nous avons fait apposer à ces présentes le sceau de la République¹.

Fait à Brazzaville, le 25 novembre 2002.

(Signé) Denis SASSOU NGUESSO.

Le ministre des affaires étrangères, de la coopération et de la francophonie,

(Signé) Rodolphe ADADA.

¹ Non reproduit. [Note du Greffe.]

II. FULL POWERS

[*Translation*]

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC OF THE CONGO

FULL POWERS

On behalf of the Republic of the Congo,

We the undersigned, Denis Sassou Nguesso, President of the Republic, hereby confer Full Powers on Mr. Jacques Obia, Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the Republic of the Congo in Belgium,

For the purpose of filing with the International Court of Justice the Application of the Republic of the Congo against the French Republic in the dispute between them as to which State's courts have jurisdiction to entertain a case pending before the courts of Brazzaville, the first to be seised, and before the Meaux *Tribunal de grande instance*, which was seised subsequently,

We hereby undertake to accomplish and perform all instruments signed and agreed to by him in my name, and promise that no breach whatsoever thereof shall be permitted.

In witness whereof, we have affixed hereto the Seal of the Republic¹.

Done at Brazzaville, 25 November 2002.

(*Signed*) Denis SASSOU NGUESSO.

(*Signed*) Rodolphe ADADA,
Minister for Foreign Affairs, Co-operation and
Francophone Affairs.

¹ Not reproduced. [*Note by the Registry.*]

III. L'AMBASSADEUR DE FRANCE AUX PAYS-BAS
AU GREFFIER DE LA COUR INTERNATIONALE
DE JUSTICE

La Haye, le 10 avril 2003.

N° 528/OI

Objet: Requête introduite par la République du Congo

Réf.: lettre n° 113115 du 9 décembre 2002

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint une lettre que vous adresse M. Dominique de Villepin, ministre des affaires étrangères, au sujet de la requête introduite par la République du Congo le 9 décembre 2002 contre la République française.

(Signé) Anne GAZEAU-SECRET.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU GREFFIER DE LA COUR
INTERNATIONALE DE JUSTICE

Paris, le 8 avril 2003.

Par lettre n° 113115, en date du 9 décembre 2002, vous avez porté à ma connaissance la requête introduite par la République du Congo le 9 décembre 2002 contre la République française. Vous indiquez que le Congo entend fonder la compétence de la Cour dans cette affaire sur le consentement que pourrait donner la République française en application de l'article 38, paragraphe 5, du Règlement de la Cour¹.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la République française accepte la compétence de la Cour pour connaître de la requête en application de l'article 38, paragraphe 5, susmentionné. Je tiens à préciser, par ailleurs, que l'article 2 du traité de coopération du 1^{er} janvier 1974 entre la République française et la République populaire du Congo, auquel se réfère cette dernière dans sa requête introductive d'instance, ne constitue pas une base de compétence de la Cour pour connaître de la présente affaire.

¹ Le paragraphe 5 de l'article 38 du Règlement de la Cour prévoit que:

«5. Lorsque le demandeur entend fonder la compétence de la Cour sur un consentement non encore donné ou manifesté par l'Etat contre lequel la requête est formée, la requête est transmise à cet Etat. Toutefois elle n'est pas inscrite au rôle général de la Cour et aucun acte de procédure n'est effectué tant que l'Etat contre lequel la requête est formée n'a pas accepté la compétence de la Cour aux fins de l'affaire.»
[Note du Greffe.]

III. THE AMBASSADOR OF FRANCE TO THE NETHERLANDS
TO THE REGISTRAR OF THE INTERNATIONAL COURT
OF JUSTICE

[Translation]

The Hague, 10 April 2003.

No. 528/OI

Re: Application filed by the Republic of the Congo

Ref.: Letter No. 113115 of 9 December 2002

Please find attached a letter addressed to you by Mr. Dominique de Villepin, Minister for Foreign Affairs, regarding the Application filed by the Republic of the Congo on 9 December 2002 against the French Republic.

(Signed) Anne GAZEAU-SECRET.

THE MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS OF THE
FRENCH REPUBLIC TO THE REGISTRAR OF THE
INTERNATIONAL COURT OF JUSTICE

[Translation]

Paris, 8 April 2003.

By letter No. 113115 of 9 December 2002 you notified me of the Application filed by the Republic of the Congo on 9 December 2002 against the French Republic. You stated that the Congo seeks to found the jurisdiction of the Court in this case on such consent as might be given by the French Republic pursuant to Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court¹.

I have the honour to inform you that the French Republic accepts the jurisdiction of the Court to entertain the Application pursuant to the above-mentioned Article 38, paragraph 5. I wish further to make it clear that Article 2 of the Treaty of Co-operation of 1 January 1974 between the French Republic and the People's Republic of the Congo, to which the latter refers in its Application, does not constitute a basis of jurisdiction for the Court in the present case.

¹ Article 38, paragraph 5, of the Rules of Court provides that:

“5. When the applicant State proposes to found the jurisdiction of the Court upon a consent thereto yet to be given or manifested by the State against which such application is made, the application shall be transmitted to that State. It shall not however be entered in the General List, nor any action be taken in the proceedings, unless and until the State against which such application is made consents to the Court's jurisdiction for the purposes of the case.” *[Note by the Registry.]*

La présente acceptation de la compétence de la Cour ne vaut qu'aux fins de l'affaire, au sens de l'article 38, paragraphe 5, précité, c'est-à-dire pour le différend qui fait l'objet de la requête et dans les strictes limites des demandes formulées par la République du Congo.

J'ai enfin l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 40 du Règlement de la Cour, le Gouvernement français désigne M. Ronny Abraham, directeur des affaires juridiques au ministère des affaires étrangères, comme l'agent de la République française dans cette affaire. Pour les besoins de la procédure, l'agent de la République française élit domicile à l'ambassade de France aux Pays-Bas.

(Signé) Dominique DE VILLEPIN.

The present consent to the jurisdiction of the Court applies only for the purposes of the case within the meaning of the above Article 38, paragraph 5, that is to say, for the dispute which is the subject-matter of the Application and strictly within the limits of the claims formulated by the Republic of the Congo.

Finally, I have the honour to inform you that, in accordance with Article 40 of the Rules of Court, the French Government appoints Mr. Ronny Abraham, Director of Legal Affairs of the Ministry of Foreign Affairs, as Agent of the French Republic in this case. The address for service of the Agent of the French Republic for purposes of the case is the Embassy of France in the Netherlands.

(Signed) Dominique DE VILLEPIN.

PRINTED IN THE NETHERLANDS